

Arithmétique et calculs

Après les élections régionales du 13 mars 2016

François Talcy*



Un véritable séisme a été enregistré lors des élections régionales du 13 mars 2016 en Saxe-Anhalt, en Rhénanie-Palatinat et dans le Bade-Wurtemberg, premier test électoral depuis le déclenchement de la crise migratoire pour près de 17 millions d'électeurs.

Comme souvent dans ce genre d'élections, chaque formation politique tente de souligner les aspects positifs qu'il entend retenir du scrutin. En résumé, les Verts du Bade-Wurtemberg arrivent en tête et améliorent leur score précédent de 2011 dans le parlement de Stuttgart ; les sociaux-démocrates (SPD) confortent leur position dans la Diète de Rhénanie-Palatinat à Mayence ; et les chrétiens-démocrates (CDU) de Saxe-Anhalt restent en tête au parlement régional de Magdeburg.

En toute logique, les adversaires mettent également en relief les échecs de leurs concurrents : A Stuttgart, la CDU perd 12 points ; à Mayence, ce sont les Verts qui accusent une perte de plus de 10 % ; et à Magdeburg, le SPD enregistre un score

inférieur de près de 11 % par rapport au dernier scrutin. Ceci dit, tous s'accordent à dire que le grand vainqueur de ces trois rendez-vous électoraux est un nouveau venu sur l'échiquier politique : avec des slogans populistes axés sur la crainte d'une islamisation, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), encore absente en 2011, obtient des résultats à deux chiffres, entre 12,6 % (Mayence) et 15,1 % (Stuttgart), évolution qui inquiète sérieusement, car elle s'inscrit dans une ambiance aux relents de xénophobie motivée par l'arrivée des centaines de milliers de migrants dans le pays. C'est la première fois en Allemagne qu'une formation politique obtient de tels scores, pratiquement du jour au lendemain, ce qui en fait traduit une virulen-

Kenia, Ampel, Kiwi

Die Landtagswahlen am 13. März 2016 in Sachsen-Anhalt, Rheinland-Pfalz und Baden-Württemberg lösten, anderthalb Jahre vor der nächsten Bundestagswahl, ein politisches Erdbeben aus. Auch wenn alle bisherigen Ministerpräsidenten im Amt bestätigt wurden, führten die Wahlerfolge der Alternative für Deutschland (AfD) zu Regierungskoalitionen, die bisher nicht denkbar waren: in Sachsen-Anhalt regieren nun CDU, SPD und Grüne („Kenia-Koalition“), in Rheinland-Pfalz SPD, FDP und Grüne („Ampel-Koalition“) und in Baden-Württemberg Grüne und CDU („Kiwi-Koalition“).

Die vorliegende Analyse dieses Polit-Krimis umfasst auch die Einordnung der historisch bedingten speziellen politischen Umstände und Befindlichkeiten im jeweiligen Bundesland (etwa die Eroberung des CDU-Stammlandes Baden-Württemberg durch den Grünen Winfried Kretschmann) und des Einflusses der Bundespolitik – insbesondere der Flüchtlingspolitik – auf das Wahlverhalten. Allein dieses Thema bescherte der AfD den Wahlerfolg; der Protest gegen das politische *Establishment* tat ein Übriges.

Anhand einer Schrift von Walter Benjamin sieht das *Philosophie Magazin* 3/2016 nunmehr gar durch die AfD herbeigeführte Parallelen zur Stimmungslage in der Weimarer Republik. Red.

* François Talcy est journaliste indépendant.

te critique à l'encontre de la politique de la chancelière Angela Merkel en la matière. D'aucuns voient déjà l'AfD entrer l'an prochain au *Bundestag*, si la situation n'évolue pas sensiblement, ce qui bouleverserait tout l'échiquier politique en place, sans que l'on puisse encore désigner le type de coalition susceptible de redresser la barre. L'allusion au séisme politique n'est donc pas un superlatif abusif.

Si les partis des trois ministres-présidents ont pu gagner chacun les faveurs de leur électorat réciproque (ce qui donc ne permet pas de généraliser les résultats au niveau national), tous ont été contraints de relativiser leur succès personnel, car – telle est la règle du jeu électoral en Allemagne – seule une majorité absolue des sièges gagnés dans un parlement permet d'envisager la formation d'un gouvernement de coalition. L'arrivée de députés de l'AfD, avec lesquels aucune formation politique n'entend s'associer, complique bien sûr les savantes additions des partis qui ne sont en mesure de travailler ensemble tout au long de la prochaine législature que si une majorité de sièges se dégage des pourparlers. Or les campagnes électorales des uns et des autres, avec des accents sou-

vent fort différents et des slogans généralement peu amènes contre les concurrents, contraignent les éventuels partenaires à des compromis difficiles qui ne correspondent pas toujours aux promesses faites aux électeurs. Le risque de décevoir son propre électorat, même au nom de la raison d'Etat, pourrait donc être sanctionné par un vote lors de prochaines élections. A un an et demi des élections du *Bundestag* (qui aboutissent ensuite à celle d'un chancelier ou d'une chancelière), le défi n'est pas mince, surtout pour les partis en perte de vitesse, pour qui chaque suffrage est une question de survie politique. Même si tous les électeurs de l'AfD ne sont pas des extrémistes ni des xénophobes militants, leur vote traduit le mécontentement général et montre surtout que ces mécontents ne pensent pas trouver dans les programmes des formations classiques les solutions au problème. Les coalitions jugées encore impensables politiquement ces derniers temps (comme celle de la CDU avec les Verts, possible arithmétiquement en 2013 lors des élections au *Bundestag*) pourraient donc devenir réalité dans un proche avenir – mais plus que l'arithmétique pure et simple, c'est encore le calcul politique qui domine les débats.

Saxe-Anhalt

C'est à Magdeburg que les pourparlers entre les formations politiques ont abouti en premier, après deux mois d'après négociations. Le ministre-président sortant, le chrétien-démocrate Reiner Haseloff, croyait avoir la partie plus facile que ses collègues des deux autres *Länder*, même si le résultat du 13 mars ne lui permettait pas de maintenir en place la coalition sortante avec les seuls sociaux-démocrates, victimes d'une baisse historique de 10,9 points (ce qui les place désormais en quatrième position sur l'échi-



quier régional). L'hypothèse d'une grande union de gauche du SPD et des Verts avec *Die Linke*, timidement envisagée pendant la campagne, mais peu prisée des sociaux-démocrates peu enclins dans leur majorité à ouvrir la porte du pouvoir aux néo-communistes de l'ex-RDA, est devenue superflue au soir des élections – même cette solution ne dépassait guère les 32 % de suffrages. Et les libéraux ayant échoué à quelques voix seulement des 5 %, une seule possibilité restait donc envisageable : un mariage à trois d'un nouveau genre, appelé plus communément *Kenia-Koali-*

Capitale régionale	Magdeburg	Partis	%	Mandats
Population	2,2 millions	CDU	29,8 (-2,7)	30 (42)
Inscrits	1,8 million	AfD	24,2 (+24,2)	24 (0)
Participation	61,1 (+9,9)	Die Linke	16,3 (-7,4)	17 (28)
Ministre-président	Reiner Haseloff (CDU)	SPD	10,6 (-10,9)	11 (26)
Coalition 2011	CDU-SPD	Verts	5,2 (-1,9)	5 (9)
Coalition 2016	CDU-SPD-Verts	FDP	4,9 (+1,1)	0 (0)

tion, en raison des couleurs traditionnellement attribuées aux partis politiques (par comparaison donc avec le drapeau kenyan : noir pour la CDU, rouge pour le SPD et vert pour les écologistes). Pour la première fois en Allemagne, ces trois partis sont en effet parvenus à former un gouvernement régional « aux couleurs du Kenya », malgré les réticences des chrétiens-démocrates vis-à-vis des Verts, qui ont, de justesse, évité une crise pro-

fonde : en effet, si les Verts (5,2 %) avaient connu le même sort que les libéraux (moins de 5 % des suffrages), la CDU et le SPD auraient été ensemble, avec une différence de 1628 voix à la sortie des urnes, minoritaires face à une opposition composée de l'AfD et de la nouvelle gauche (*Die Linke*). Finalement, c'est le « mariage de raison » (*dixit* le SPD) qui a eu gain de cause en dépit de quelques grincements de dents de la part des Verts.

Rhénanie-Palatinat

Quelques jours après la Saxe-Anhalt, la Rhénanie-Palatinat a su également surmonter de nombreuses divergences. La ministre-présidente, Malu Dreyer, sortie en tête du scrutin avec un léger plus du SPD par rapport au score obtenu par son prédécesseur Kurt Beck en 2011 (qui a démissionné en 2013 pour raison de santé), ne pouvait maintenir en place sa coalition avec les Verts, qui dépassent la barre fatidique des 5 %, mais avec une perte de 10 points par rapport au scrutin précédent, lequel avait été marqué par l'effet Fukushima.

La difficulté des négociations en vue d'une nouvelle coalition s'explique en partie par l'histoire depuis 1947 de cette région structurellement agricole et conservatrice, dont le paysage est dominé par ses nombreuses églises. Jusqu'en 1991, le *Land* était dirigé par la CDU, avec même une majorité absolue de 1971 à 1987. La Rhénanie-Palatinat, dans l'esprit de beaucoup d'électeurs, aujourd'hui encore, c'est la patrie de Helmut Kohl, le cœur du conservatisme allemand (si l'on excepte la Bavière). Malgré tout, les sociaux-démocrates étaient parvenus en 1991 à former un gouvernement avec les libéraux, suite aux promesses non tenues du chancelier qui avait affirmé que



l'unification de l'Allemagne se ferait sans hausse d'impôts. Suite aussi à des conflits internes au sein de la CDU. Depuis cette date, le SPD arrive en tête aux régionales (avec même une majorité absolue en 2006), mais généralement pas dans tous les autres scrutins (élections municipales, législatives et européennes), ce qui donnait quelque espoir à la candidate chrétienne-

démocrate, Julia Klöckner, vice-présidente de la CDU et souvent citée comme une possible alternative à Angela Merkel à Berlin, de reprendre le flambeau en 2016. Espoir déçu avec une baisse de 3,4 points.

La sociale-démocrate Malu Dreyer a pu craindre un instant que sa victoire du 13 mars serait éphémère, car une coalition avec les seuls Verts ou les seuls libéraux du FDP (deux formations ouvertes à une éventuelle participation gouvernementale avec le SPD) ne suffisait pas à obtenir la majorité absolue – restait donc comme seule issue, même si les antagonismes restent visibles entre les uns et les autres, une coalition « feu tricolore » (*Ampel-Koalition*), avec le rouge du SPD, le jaune du FDP et le vert des écologistes (en Allemagne, le feu orange est jaune...). La CDU quant à elle, peu favorable de toute manière à une grande coalition, devra passer les cinq prochaines années sur les bancs de l'opposition.

Capitale régionale	Mayence	Partis	%	Mandats
Population	4,0 millions	SPD	36,2 (+0,5)	39 (42)
Inscrits	3,0 millions	CDU	31,8 (-3,4)	35 (41)
Participation	70,4 (+8,6)	AfD	12,6 (+12,6)	14 (0)
Ministre-présidente	Malu Dreyer (SPD)	FDP	6,2 (+2,0)	7 (0)
Coalition 2011	SPD-Verts	Verts	5,3 (-10,1)	6 (15)
Coalition 2016	SPD-FDP-Verts	Die Linke	2,8 (-0,2)	0 (0)

Bade-Wurtemberg

Le grand vainqueur de ces trois scrutins s'appelle Winfried Kretschmann. Premier représentant des Verts à avoir été élu ministre-président d'un *Land* en Allemagne, beaucoup pensaient que son élection en 2011 était due à la catastrophe de Fukushima, au rejet de la politique nucléaire au profit d'une défense de l'environnement, et aux controverses quant à la construction d'une nouvelle gare à Stuttgart. L'analyse n'était pas tout à fait fautive, mais le résultat de 2016 montre que le chef du gouvernement régional de Stuttgart a su imposer ses vues, son style et sa manière de gérer la région. Pour la première fois, les Verts constituent en pourcentage et en nombre de sièges la première force politique d'une région qualifiée depuis longtemps de profondément conservatrice. Les chrétiens-démocrates, qui avaient été aux commandes pendant de nombreuses décennies à Stuttgart, ne sont plus qu'à la deuxième place. Et le parti social-démocrate ne tire aucun profit de ce changement, puisque le SPD perd lui aussi des voix, laissant même la troisième place à l'AfD.

Le calcul est vite fait : pour rester à la tête du Bade-Wurtemberg, Winfried Kretschmann, vainqueur charismatique avec « seulement » 30,3 % de suffrages, a vite constaté que l'apport des voix du SPD (12,7 %) ne suffisait plus à concocter une majorité absolue, comme c'était le cas depuis 2011. Et si, mathématiquement, la CDU était en mesure d'obtenir cette majorité des mandats à Stuttgart en s'alliant au SPD et au FDP, cette hypothèse a été vite rejetée de peur qu'elle ne contredise la volonté déclarée des électeurs de maintenir le ministre-président vert à son poste. Les libéraux, qui commencent tout juste à sortir d'une crise qui les a catapultés des bancs du *Bundestag*



en 2013, étaient pour leur part peu disposés à supporter un nouveau débat sur l'opportunité politique à un an des élections générales.

La CDU a eu visiblement encore du mal à se faire à l'idée qu'elle n'est plus le principal parti de ce *Land* et ne cesse de souligner, à qui veut l'entendre, que si les chiffres donnent une majorité relative aux Verts, le sentiment dominant dans la région reste

favorable aux conservateurs – comme quoi certaines blessures sont parfois longues à cicatriser. En toute sérénité, Winfried Kretschmann, qualifié de représentant de l'aile conservatrice des Verts, a dirigé les pourparlers en vue de bâtir ce qu'il appelle sobrement une « *coalition complémentaire* » – histoire de bien faire remarquer que chaque formation au sein de ce gouvernement régional peut apporter son lot de solutions sans pour autant dénigrer ses propres conceptions. Face à lui, Thomas Strobl, président régional du parti depuis 2011, a su faire oublier la pâle figure du candidat de la CDU, Guido Wolf, président du groupe parlementaire auquel certains électeurs reprochent un charisme un peu trop provincial. Le négociateur des chrétiens-démocrates a réussi notamment à imposer un difficile équilibre avec la présence de cinq ministres chrétiens-démocrates, soit autant que les Verts. Après avoir longtemps hésité au lendemain de la défaite de son parti, Thomas Strobl, gendre du ministre de l'Économie Wolfgang Schäuble, a finalement renoncé à son mandat de député du *Bundestag* à Berlin (qu'il détenait depuis 2014) pour devenir ministre à Stuttgart.

Faute de trouver, comme en Saxe-Anhalt, un drapeau aux couleurs de la toute première coalition dirigée par des écologistes avec des chrétiens-démocrates, le Bade-Wurtemberg a désormais un autre symbole : le kiwi – vert avec des graines noires.

Capitale régionale	Stuttgart	Partis	%	Mandats
Population	10,7 millions	Verts	30,0 (+6,1)	47 (36)
Inscrits	7,7 millions	CDU	27,0 (-12,0)	42 (60)
Participation	70,4 (+4,1)	AfD	15,1(+15,1)	23 (0)
Ministre-président	Winfried Kretschmann (Verts)	SPD	12,7 (-10,4)	19 (35)
Coalition 2011	Verts-SPD	FDP	8,3 (+3,0)	12 (7)
Coalition 2016	Verts-CDU	Die Linke	2,9 (+0,1)	0 (0)

La place de l'AfD

Si ces trois élections ont finalement surmonté le séisme politique et conduit à une victoire du compromis, la poussée historique de l'AfD a contraint les partis classiques à innover pour affronter le défi lancé par les résultats hors du commun de cette formation populiste. Certes, quelques analystes, persuadés qu'il s'agissait d'une victoire sans lendemain, ont pu se contenter d'une interprétation sans émoi, selon laquelle les électeurs des trois *Länder* avaient voulu en fait lancer un avertissement au gouvernement de Berlin pour que soit modifiée la politique migratoire. Conclusions quelque peu hâtives cependant, car il est intéressant de constater que dans le Bade-Wurtemberg Winfried Kretschmann a amélioré son score de 2011 de 6 points, alors qu'il avait soutenu l'initiative de la chancelière en rendant hommage à sa composante humanitaire et que le candidat chrétien-démocrate, qui pensait gagner des voix en prenant des positions plus critiques envers Berlin, a dû accuser une chute de plus de 12 %. En Rhénanie-Palatinat, la candidate CDU a fait la même expérience douloureuse (perte de plus de 3 %) après avoir tenté elle aussi de surfer sur la vague contestataire, contre sa propre présidente donc.

Par ailleurs, les transferts de voix constatés par les instituts de sondages et d'analyses montrent clairement que si de nombreux électeurs qui votaient CDU jusqu'ici ont mis dans l'urne un bulletin AfD (188 000 dans le Bade-Wurtemberg, 44 000 en Rhénanie-Palatinat et 38 000 en Saxe-Anhalt), le SPD ne sort pas indemne de ce phénomène (respectivement 88 000, 34 000 et 21 000 transferts de voix en faveur de l'AfD). Le plus frappant dans ces trois votes, c'est la motivation des électeurs parmi ceux qui lors des derniers scrutins de 2011 n'avaient pas voté (respectivement 207 000, 77 000 et 104 000 ont choisi le bulletin populiste), ce qui explique bien sûr une plus forte participation, argument que l'AfD met en exergue avec une satisfaction non ca-

chée pour « démontrer » que ses conceptions politiques permettent de combattre ce fléau des temps modernes qu'est l'abstention.

Virage à droite ou explosion de colère sans lendemain ? Avertissement ou ras-le-bol ? Les populistes siègent désormais dans huit parlements régionaux et au parlement européen de Strasbourg (7,1 % en 2014), autant de tribunes qui risquent d'accroître une inquiétante dynamique constatée depuis deux ans. Les éditorialistes sont partagés dans leurs commentaires au lendemain de ce scrutin qualifié généralement de séisme : « *Victoire de la peur, de l'exclusion et de l'autoritarisme ?* », demande par exemple la *Tageszeitung* (*taz*). « *Ne cé-*



don pas à la panique », écrit la *Berliner Zeitung*. Les responsables politiques sont tout autant divisés. Quiconque au sein du parti chrétien-démocrate craint que les succès de l'AfD soient contagieux et menacent les majorités en place n'hésite pas, comme le ministre-président de Hesse, Volker Bouffier, à parler de « *vote contestataire* » dont la responsabilité incombe à la poli-

tique du gouvernement à Berlin. Le quotidien *Tagespiegel* parle quant à lui de « *signal d'alarme* ». Et la plupart des journaux estiment, comme le *Handelsblatt*, que « *l'AfD vient combler le vide laissé par les partis établis* » – une évolution plus ancienne que la crise migratoire, le quotidien faisant remarquer par ailleurs que le style de plus en plus présidentiel de la chancelière, déjà observé lors de la crise de l'euro, « *rencontre à présent ses limites* ». La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ) voit pour sa part dans les nouveaux électeurs contestataires non pas des extrémistes de droite, mais bien des « *citoyens normaux unis dans le sentiment que ni la CDU, ni le SPD ne sont à l'écoute de leurs inquiétudes* ». La *Süddeutsche Zeitung* ne voit plus qu'un

seul objectif : rassurer les électeurs et retrouver la confiance. Pour ce faire, les partis politiques doivent désormais trouver des alliances inhabituelles pour surmonter leurs divergences, *Die Welt* prévoit que « *des temps difficiles s'annoncent pour la chancelière* ». Le quotidien à grand tirage *Bild* relativise : Angela Merkel ne changera pas sa ligne et devra retrouver pour son parti une unité mise à mal par ses amis politiques. Ces divisions constituent un vrai danger, car jamais en Allemagne « *un chancelier n'a pu gouverner longtemps contre son camp* ». Néanmoins, écrit aussi le journal, les résultats du 13 mars ne signifient « *ni la fin du monde, ni la fin de la démocratie* ».

Le congrès de l'AfD, qui s'est tenu à Stuttgart le 1^{er} mai, aura permis de lever les dernières incertitudes : trois ans après sa création, elle se définit clairement comme un parti hostile à l'islam et à l'Europe, deux thèmes qui domineront les campagnes des prochaines élections régionales en septembre (Berlin et Mecklembourg-Poméranie occidentale). La présidente, Frauke Petry, est certes contestée sur plusieurs thèmes, mais son vice-président, Jörg Meuthen, s'impose de plus en plus dans les rangs de l'AfD avec ses attaques contre ce qu'il appelle « *une Allemagne des soixante-huitards contaminée par les formations de gauche, de droite et les Verts* ». Une alternative pour l'Allemagne ?

Voie sans issue

Parmi les éditoriaux, brandissant notamment la menace d'une poussée de l'extrême droite semblable au Front National en France, une analyse sort du lot, celle proposée par le rédacteur en chef de *Philosophie-Magazin*, un mensuel fondé en 2011 qui incite à la réflexion.

Le philosophe Wolfram Eilenberger écrit au lendemain des trois élections régionales du 13 mars que « *dans le trésor des expressions qui traduisent la manière de vivre des Allemands en mêlant à la fois la bêtise et la lâcheté, il y a celle qui annonce une catastrophe prochaine, en prétendant que cela ne peut plus continuer comme cela* », une phrase que le philosophe, écrivain et critique littéraire Walter Benjamin (1892-1940) avait déjà utilisée en 1926 pour décrire la situation face à la menace croissante de la crise économique, l'inflation et la radicalisation politique en Allemagne.

Le livre d'où est tirée cette citation, précise l'auteur de cette analyse, portait un titre qui en dit long : *Einbahnstraße (Sens unique)*. Wolfram Eilenberger ajoute que le texte de Walter Benjamin constitue aujourd'hui l'analyse la plus juste qui explique la poussée de l'AfD, un mouvement qui alimente les peurs et qui ne cesse de clamer que « *cela ne peut pas continuer* », qu'« *il faut que tout cela change* » si on ne veut pas que « *cela mène à la catastrophe* ». La communauté des peuples de l'Europe, écrivait déjà Benjamin,

sont excités par une rhétorique populiste de droite, « comme les habitants d'une ville encerclée, qui n'auraient plus d'aliments et de munitions, et qui ne pourraient plus compter sur un quelconque secours ».



Ainsi, la situation de départ est transformée en son contraire, car en vérité ce sont justement les réfugiés qui dans leur grande majorité fuient des villes encerclées pour venir en Europe. Pourtant, la solution proposée en 1926 par

l'historien (traducteur entre autres de Balzac, Baudelaire et Proust) empreint religieusement de philosophie ne saurait satisfaire les Allemands de 2016, écrit encore Wolfram Eilenberger : il s'était contenté de conseiller à ses concitoyens d'adopter sans se plaindre une attitude vigilante et d'espérer « *un miracle bienfaiteur* » et « *l'arrivée d'un Dieu salvateur* ». Cette stratégie ne saurait satisfaire que peu de contemporains, surtout lorsque l'on connaît le destin de Walter Benjamin (réfugié en Espagne, il s'est suicidé dans le petit village de Portbou, par crainte d'être reconduit en France par les autorités espagnoles).